

# Grèce - Europe : la confrontation totale

UE Athènes crie au « chantage » et campe sur ses positions face aux exigences ; - maintenues - de ses partenaires

- Les négociations entre la zone euro et la Grèce sur la suite du programme d'aide dont bénéficie le pays sont dans l'impasse.
- Quels sont les reproches et les exigences des uns et des autres ?
- Tentative de décodage.

**L**a crise entre la Grèce et ses partenaires de la zone euro constitue un tissu d'enjeux et de problèmes financiers, économiques, politiques, et même psychologiques, qu'il est malaisé de percevoir au-delà des postures martiales de ces derniers jours, entre l'ultimatum posé par l'Eurogroupe à la Grèce, et le rejet ferme d'Athènes de « céder avec un pistolet sur la tempe ».

## Ce que veulent les Grecs

Syriza a été porté au pouvoir sur une promesse très claire : le programme de sauvetage - communément appelé par les Grecs « mémorandum » - a infligé des dégâts sociaux considérables au peuple grec, non seulement sans améliorer sa situation économique, mais même en l'aggravant. Conclusion : ce programme devait être rejeté, et remplacé par un nouveau. D'où le refus catégorique du gouvernement grec de poursuivre le programme actuel, qui vient à échéance le 28 février prochain.

Le gouvernement d'Alexis Tsipras, qui maintient sur tous les tons que la Grèce ne souhaite pas quitter l'euro, ni l'UE, ni se dérober à ses obligations financières, souhaite procéder comme suit : obtenir un délai de grâce de ses partenaires européens (les 18 autres Etats membres de la zone euro, et le FMI), de deux à quatre mois, afin d'avoir le temps d'élaborer son programme alternatif.

Que comprendrait ce nouveau programme ? Les dirigeants grecs veulent réviser à des seuils raisonnables les objectifs de solde primaire du budget de l'Etat, fixés par le « mémorandum » à 3 % pour cette année et 4,5 % en 2016.

Des objectifs notoirement irréalistes. Ils souhaitent restructurer la dette grecque, qui frise les 170 % du PIB, en l'étalant dans le temps. Enfin, le gouvernement Tsipras veut s'attaquer à des réformes longtemps demandées par les partenaires européens (une collecte de l'impôt qui n'épargnerait plus les riches ni l'Eglise ; combattre la corruption), mais souhaite aussi revenir sur des réformes précédentes, comme l'abaissement du salaire minimum, des pensions, ou les privatisations.

La ligne rouge grecque : pas question de prolonger le programme d'assistance actuel.

## Ce que veulent ses 18 partenaires européens

Même si elle s'exprime parfois avec de légères nuances, la position des 18 est unanime : la Grèce ne peut changer les règles communément admises, qui se sont appliquées aussi à d'autres pays au travers de programmes d'assistance (et d'austérité) similaires (l'Irlande, le Portugal, et l'Espagne).

Est-ce à dire que personne en Europe ne reconnaît le fait politique que représente l'élection d'un nouveau pouvoir en Grèce ? Non : certains, en particulier les Français et les Italiens, y compris le commissaire à l'Economie Pierre Moscovici, déclarent qu'il faut en tenir compte. Est-ce à dire que tout le monde pense que le régime d'austérité drastique imposé à la Grèce était le bon ? Non plus : une écrasante majorité d'économistes, et nombre de politiques (mais sans toujours le reconnaître ouvertement) savent que le programme grec doit être amendé.

Sur plusieurs points, les partenaires sont disposés à revoir les données : les objectifs de solde structurel, une restructuration de la dette, sur la nature ou l'ampleur de certaines réformes aussi. Mais à l'inverse, il y a des réformes sur lesquelles les 18 ne veulent pas céder.

Enfin, l'essentiel : les 18, comme la Banque centrale européenne, considèrent que le programme actuel, qui assure une protection financière et juridique à l'Etat grec encore incapable de faire face seul à ses obligations, doit être maintenu.

La ligne rouge européenne : il faut que le programme actuel soit prolongé. Juridiquement, c'est à l'Etat grec, souverain, d'en faire la demande à ses partenaires, représentés par l'Eurogroupe.

## Ce que les Grecs reprochent aux 18

Les nouveaux dirigeants grecs reprochent aux partenaires européens de ne pas reconnaître la légitimité de la volonté populaire, qui s'est exprimée par le vote massif en faveur du parti de gauche radicale Syriza. Yannis Varoufakis, le nouveau ministre hellénique des Finances, a ré-expliqué l'évidence à l'issue de l'Eurogroupe de lundi : « C'est incongru de nous demander de re-signer sous un programme dont nous avons contesté le fondement même. »

## Ce que les 18 reprochent aux Grecs

Selon toutes les sources, officielles ou officieuses, du côté européen, une critique est permanente : les nouveaux dirigeants grecs n'ont jusqu'à présent pas

présenté à leurs partenaires de vision claire et suffisamment chiffrée de leurs intentions. Tsipras et les siens ont déclaré qu'ils peuvent vivre avec 70 % du programme actuel, mais pas avec les 30 % restants, mais « on ne sait pas quels sont ces 30 %, et par quoi ils veulent les remplacer », indiquait récemment une source diplomatique européenne.

Plus fondamentalement, les « autres » Européens - les Grecs le sont aussi - reprochent à Syriza d'avoir fait nue promesse inconsidérée à son électorat, et de s'y être enfermée depuis l'élection. Et en annonçant précisément ce mardi, le vote, dès vendredi prochain - date-butoir donnée par l'Eurogroupe à Athènes -, d'une série de mesures sociales par le Parlement

grec, Alexis Tsipras risque fort de les conforter dans cette appréciation négative.

## Les différents scénarios possibles

**Les scénarios impossibles.** Ce sont les deux scénarios qui voient l'une des deux parties céder : la Grèce qui capitule sans condition et demande le prolongement du programme, ou les 18 partenaires qui opèrent un revirement et acceptent d'oublier le « programme existant » pour soutenir la Grèce dans le cadre d'une aide transitoire.

**Le scénario idéal.** La Grèce et les 18 trouvent un compromis qui concilie, sur la forme comme sur le fond, leurs exigences respectives. On donne un peu de temps à la Grèce en lui conservant le soutien européen, mais celle-ci donne des gages sérieux, immédiats, plans chiffrés à l'appui, de sa bonne volonté. Il faudra pour cela obtenir l'assentiment de la Banque centrale européenne, qui

doit accepter de maintenir ses aides de liquidités d'urgence aux banques grecques (ELA), afin que leur chute n'entraîne pas, à brève échéance, le défaut de l'Etat grec.

**Le scénario fatal.** La Grèce cale : elle ne demande pas le prolongement de son programme. Les 18

prennent acte. A partir du 1er mars, le pays se retrouve sans plus aucune protection financière : dès le premier manquement au remboursement d'un prêt ou d'un bon du Trésor, le pays est déclaré en défaut. Par ailleurs, la BCE ayant stoppé ses ELA, le défaut de(s)

banque(s) grecques est inéluctable, entraînant le défaut de l'Etat. La Grèce peut émettre une monnaie propre (une nouvelle drachme) valable sur son marché intérieur. Mais cela ne résoudrait pas sa faillite internationale.

Et il y a la question à laquelle personne ne peut répondre avec

certitude : l'ensemble de la zone euro serait-elle entraînée par la Grèce dans un effondrement financier, ou résisterait-elle, les nouveaux outils de stabilité financière prouvant leur efficacité ? Une question qui à elle seule donne le vertige... ■

JUREK KUCZKIEWICZ

## YANIS VAROUFAKIS

### Un expert qui se défend de recourir au bluff

Dans une tribune publiée lundi par le *New York Times*, le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, observe que certains commentateurs, en raison de son passé d'économiste spécialiste de la théorie des jeux, ont pensé qu'il pratiquait le bluff avec les partenaires européens de la Grèce : « *S'il y a une chose dont ce passé m'a convaincu, assure-t-il, c'est que ce serait folie que de voir les discussions actuelles comme un jeu, qu'on gagne ou perd par le bluff ou les subterfuges tactiques* ». Au contraire, il se dit « *convaincu que nous n'avons qu'une seule option : présenter honnêtement les faits concernant l'économie sociale de la Grèce, nos propositions, (...) nos lignes rouges. (...) Ces lignes ne seront pas franchies. Sinon, elles ne seraient pas vraiment rouges, ce serait seulement du bluff* ». (afp)

# la rue Les Grecs partagés sur la manière forte

## ATHÈNES

DE NOTRE CORRESPONDANTE

En Grèce, au lendemain de l'échec de l'Eurogroupe de lundi, les réactions étaient partagées. L'ensemble de la presse revenait mardi sur « *l'ultimatum européen* » et la « *violente confrontation* » entre le ministre des Finances grec, Yanis Varoufakis, et ses homologues de l'Eurogroupe.

« *Ce que l'on a vu lundi, c'est vraiment la Grèce d'un côté, seule, face à un bloc*, explique la politologue Vassiliki Georgiadiou. *Jusqu'ici, il y avait des voix nuancées - la France ou l'Italie - pour équilibrer la fermeté allemande, mais lundi il y a eu un front commun.* »

Devant les kiosques où les Athéniens viennent lire et acheter leurs journaux, les discussions étaient en tout cas musclées mardi matin. En route pour son travail d'employé de banque, un jeune homme s'interroge devant les titres de la presse : « *Qu'est-ce que c'était que cette*

*condescendance des créanciers lors de leurs conférences de*

*presse ? J'ai bien compris qu'ils avaient désormais un front commun et que ce front c'est : vous acceptez d'abord de prolonger le plan et après on discute. Et nous alors, notre vote compte pour du beurre ? »*

Une femme d'un certain âge intervient alors. « *Moi je suis sidéré des propos du ministre allemand Schäuble, qui a dit lundi matin qu'il était désolé pour le peuple grec de l'irresponsabilité de notre gouvernement, s'emporte-t-elle. Mais pour qui se prend-il ? Ce gouvernement, on l'a élu justement parce que l'on veut en finir avec l'austérité et, pour une fois, on a une équipe qui fait ce qu'elle a promis ! Et ce serait nous les irresponsables ? Il a compris Schäuble où va l'Europe avec un tel mépris de la démocratie et des gens ? »*

Un pharmacien discret, essayant de faire retomber la colère palpable dans l'air, pense,

quant à lui, qu'« *il s'agit d'un nouveau tour de négociation, où chacun surjoue la fermeté pour atteindre une partie de ses objectifs* ». Une modération peu ap-

préciée des autres passants et qui forcera le pharmacien à s'éclipser rapidement. « *Cette radicalisation des positions et des opinions grandit en Grèce depuis l'arrivée de ce gouvernement*, raconte la politologue Vassiliki Georgiadiou. *Désormais, on est soit avec eux soit contre eux, mais ce n'est pas possible ! Il faut absolument comprendre ce que pense et dit l'autre partie si l'on veut entrer dans une négociation constructive* ».

Un point de vue que partage Nikitas Varlas, 29 ans. « *Moi, toute cette rhétorique guerrière m'effraie. A notre prétendue fermeté répond une fermeté accrue coté européen et je trouve tout cela dangereux* », se désole le jeune homme. « *La position agressive grecque m'interpelle. J'ai voté pour Syriza parce que*

*la situation sociale est devenue insupportable en Grèce et que le mépris du précédent gouvernement pour les plus faibles était intolérable. Mais j'ai peur que ce gouvernement ne se montre finalement trop exigeant trop vite et que l'on sorte de l'euro* », ajoutait-il sous le regard réprobateur de deux de ses amis.

« *L'Europe a trop à perdre à nous foutre dehors* », lui répond ainsi Danaé Stadila. Pour la jeune femme, « *le coût politique d'un tel mépris des peuples est totalement sous-estimé dans le débat* ».

Le ministre des finances Varoufakis n'a pas dit autre chose dans sa conférence de presse post-Eurogroupe lundi soir : « *Décréter des ultimatums, donner la priorité au principe de la continuité de l'Etat grec par rapport à celui de la démocratie, ne manquerait pas d'avoir des répercussions négatives sur l'ensemble du projet européen* ». ■

ADÉA GUILLOT

## banques Encore trois mois

D'après les analystes de JP Morgan, si rien n'est décidé, il resterait environ 14 semaines aux banques grecques. Sans quoi, les institutions financières seront très vite à court de garanties pour accorder de nouveaux prêts.

Déjà fragiles, les banques grecques se voient actuellement amputées de leurs dépôts à une vitesse impressionnante. Depuis le début de l'année, les retraits s'élèvent à 21 milliards d'euros. A l'heure actuelle, JP Morgan tient de source bancaire que les dépôts maigrissent encore de l'ordre de 2 milliards d'euros chaque semaine. Les retraits atteindraient 300 à 500 millions d'euros chaque jour.

Tant que les banques ont encore la possibilité de se financer auprès de la Banque centrale européenne (BCE) et

de la Banque de Grèce, les Grecs pourront toujours retirer de l'argent aux distributeurs automatiques. Mais cette source de financement n'est pas infinie. Au total, JP Morgan la chiffre à 108 milliards d'euros disponibles entre les deux banques centrales. Et les banques helléniques auraient utilisé 80 milliards d'euros du matelas disponible.

Après leur avoir retiré leur régime de faveur, la BCE les avait autorisées à recourir aux liquidités d'urgence « ELA » (emergency liquidity assistance) jusqu'à 65 milliards d'euros pour éviter la chute en les coupant de tout soutien financier. Mais toujours d'après les analystes de JP Morgan, le plafond aurait déjà été atteint.

Reste alors les obligations du Fonds européen de stabilité financière

(FESF). Emises en 2012 et 2013 pour injecter du capital dans les banques grecques, celles-ci pourront les utiliser comme collatéral en guise de dernière cartouche pour obtenir du financement.

En l'état actuel, les institutions financières de Grèce pourraient encore obtenir 28 milliards d'euros pour compenser la diminution des dépôts. Pour freiner les départs d'argent en masse qui réduisent les garanties disponibles au sein de la banque, les institutions pourraient être tentées de limiter le montant des retraits de liquidités. Mais à la vitesse actuelle des retraits, il ne resterait 14 semaines aux banques avant que le robinet de liquidités ne soit totalement coupé si les négociations n'aboutissent pas et que rien n'est décidé. ■

M.K.

## présidence Tsipras flatte ses alliés de droite

### ATHÈNES

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras a annoncé mardi, lors d'un discours devant son groupe parlementaire, le nom de son candidat à la présidence de la république grecque : Prokopis Pavlopoulos. Ce député de 64 ans, membre du parti conservateur Nouvelle démocratie (ND), est professeur de droit et avocat - formé à Paris. Il fut ministre de l'Intérieur entre 2004 et 2009 au sein du gouvernement de Kostas Karamanlis. Très critiqué à l'époque pour sa gestion des émeutes urbaines de décembre 2008, après l'assassinat par un policier du jeune adolescent Alexis Grigoropoulos, il est connu pour ses positions modérées sur les questions d'immigration.

Il représente un courant de centre-droit qui rassure Panos Kaménos, le président des Grecs indépendants (ANEL), le partenaire de coalition de Syriza.

Ces derniers jours, l'aile gauche du parti du Premier mi-

nistre exerçait de lourdes pressions pour qu'Alexis Tsipras choisisse un représentant de la gauche pour ce poste de président, principalement honorifique. Mais Panos Kaménos a rappelé à plusieurs reprises qu'il ne voterait, lui, qu'en faveur d'un candidat de centre-droit. Or, sans les 13 députés d'ANEL, le gouvernement Tsipras perd sa majorité au parlement. Un scénario qu'il ne peut se permettre alors qu'il entend présenter dès jeudi un premier projet de loi

pour un vote d'ici vendredi soir...

Au risque de froisser une partie de sa propre famille politique Alexis Tsipras a donc choisi l'unité gouvernementale.

Lors de son discours de mardi, il a ainsi voulu convaincre cette « *plateforme de gauche* » du « *haut niveau de conscience nationale* » de Prokopis Pavlopoulos. Il a fermement rappelé à l'ordre ses troupes, en affirmant que « *face à l'Histoire, la gauche ne devait pas se montrer arrogante* »... et

trop exiger !

Pourtant, le plan initial était de présenter comme candidat l'actuel commissaire européen à l'Immigration, Dimitris Avramopoulos, lui aussi issu de la ND. Cela permettait à la fois de flatter son allié Kaménos, de marquer un esprit d'ouverture face à la droite en Grèce, mais aussi et surtout de récupérer un portefeuille de commissaire à Bruxelles. Qui aurait pu être celui de l'Immigration, alors que Syriza promet de revoir la politique migratoire appliquée dans un pays devenu ces dernières années l'une des principales portes d'entrée de migrants et de réfugiés.

Ces derniers jours, Jean-Claude Junker, le président de la Commission européenne, a fait connaître sa réticence à voir partir l'un de ses commissaires. Alors que son ministre des Finances est empêtré dans d'âpres négociations avec ses partenaires de l'Eurogroupe, Alexis Tsipras a finalement renoncé à ouvrir un nouveau front avec Bruxelles, et retiré la candidature Avramopoulos de la table.

Le premier tour du scrutin présidentiel, au parlement, est prévu ce mercredi soir. ■

ADÉA GUILLOT